

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

Les unions internationales et le communisme

Dans certains milieux, on est porté à croire tout ce qui se dit contre les organisations ouvrières internationales. Il est vrai que tout ce qu'on peut dire contre les unions ouvrières en général peut donner un avantage à ceux qui les combattent, que ces dires soient véridiques ou non: ce qu'il faut, c'est de faire pénétrer dans la masse que les organisations de travailleurs sont nuisibles plutôt qu'utiles à la prospérité générale, par les restrictions qu'elles imposent et les doctrines qu'elles veulent faire reconnaître pour l'amélioration du sort de la classe laborieuse. Et, malheureusement, cette propagande néfaste parvient parfois, même trop souvent, à ébranler la foi de certains travailleurs dans l'efficacité de leurs organisations de métier. Les adversaires de l'unionisme en général cherchent et trouvent trop souvent, hélas, un grand nombre de moyens de faire contrepoids à l'influence bienfaisante du trade-unionisme, ils sont parvenus, dans certaines parties du pays, à faire entrer en lutte contre eux-mêmes les ouvriers en les faisant diviser en clans qui se font une lutte acharnée pour la suprématie, au grand plaisir de ceux qui veulent détruire l'unionisme organisé. Les ouvriers devraient réagir et montrer un front solide à leurs adversaires, au lieu de former des bataillons séparés qui luttent chacun selon sa stratégie et sur des fronts différents, éparpillant les efforts de la classe ouvrière de telle sorte qu'elle montre beaucoup de points vulnérables. Mais, par malheur, il n'en est pas ainsi. Certaines organisations ouvrières travaillent pour détruire d'autres organisations de travailleurs et, pour se faire, elles ont recours à toutes les calomnies imaginables pour ruiner la réputation des organisations qu'elles veulent perdre dans l'estime de la population, elles suivent le proverbe qui dit que "quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la gale", aidant ainsi ceux qui savent que "toute maison divisée contre elle-même tombera". Ces organisations, selon leur prétention, sont les seules qui peuvent procurer à la classe laborieuse le bien-être et l'amélioration de son sort, les autres — c'est-à-dire les unions internationales — ne sont que des exploiteuses, des voleuses de l'argent des Canadiens qu'elles envoient à l'étranger alors que le pouvoir d'achat de nos compatriotes est nul ou presque; elles sont des adeptes du communisme, enfin. C'est ce qu'on dit et répète au sujet de la Fédération Américaine du Travail, du Congrès des Métiers et du Travail du Canada et des unions internationales en général qui, selon leurs détracteurs, sont dirigées par des étrangers au profit des étrangers. Les dénégations et les preuves du contraire, fournies avec surabondance, n'ont pas encore pu changer leur tactique déloyale. *Aurens habent and non audient.*

Il nous est fourni, une fois de plus, d'apporter une preuve que les unions internationales et la Fédération Américaine du Travail ne sont pas des adeptes du communisme qu'elles combattent, tout autant que ceux qui se vantent d'être les seuls à le faire. Cette mise au point nous arrive dans un communiqué du comité exécutif de la Fédération Américaine du Travail, en date du 11 septembre dernier et dont voici les passages principaux:

"Le comité exécutif de la Fédération Américaine du Travail, à une récente réunion, a accordé une attention spéciale aux rapports d'activités communistes dans des différents centres du pays. Ces rapports indiquent que les communistes suivent les instructions de la Troisième Internationale russe de "percer par en-dedans" (bore from within) les organisations ouvrières. Ces groupes communistes redoublent d'activité à la suite de la reconnaissance de la Russie soviétique par le gouvernement américain.

"Ils sont présentement engagés à implanter des "cellules" dans nos organisations affiliées. Cela signifie la pénétration ou l'introduction d'un ou plusieurs communistes dans les unions locales, où ces communistes ou groupes de communistes forment un noyau d'organisation dans les unions locales dans le but de promouvoir la propagande communiste et le communisme.

"Il est officiellement déclaré que le but de la Troisième Internationale russe est de s'emparer du contrôle de la Fédération Américaine du Travail comme premier pas vers la révolution mondiale.

"Quoique les membres communistes qui forment les "cellules" dans les organisations locales sont peu nombreux, ils sont adroits et habiles propagandistes du communisme, en ce qu'ils condamnent et dénoncent le mouvement ouvrier organisé et ses dirigeants, cependant qu'ils ne vont pas jusqu'à faire voir qu'ils sont communistes et protagonistes de la propagande communiste.

"La philosophie du communisme est en conflit direct avec la philosophie du trade-unionisme et de la Fédération Américaine du Travail.

"La Fédération Américaine du Travail cherche à faire augmenter les salaires, à améliorer les conditions d'emploi et à élever le standard de vie sur le continent nord de l'Amérique. Elle cherche à parvenir à ces fins par l'effort organisé, la médiation, le marchandage collectif et le recours à la grève lorsque nécessaire.

"Le communisme ne vise pas autant à l'amélioration économique. Il est organisé dans le but de promouvoir une révolution politique. Dans chaque grève il voit une opportunité de renverser l'ordre établi, de promouvoir la révolution, de détruire le capitalisme et d'établir le soviétisme.

"La Fédération Américaine du Travail a pour but de promouvoir le bien-être et l'amélioration de l'humanité.

"Le communisme n'a en vue que l'avancement de mesures purement politiques et la révolution mondiale.

"Il ne peut y avoir aucune harmonie ni coopération entre le communisme et le trade-unionisme tel que préconisé et prôné par la Fédération Américaine du Travail.

"Dans l'opinion du comité exécutif, le temps est venu des mesures draconiennes et d'une action décisive. Le mouvement ouvrier ne peut permettre que cette propagande communiste ne soit pas ouvertement combattue, et, pour faire contre-partie à cette propagande subversive, il juge à propos de promulguer une action pour débarrasser les unions ouvrières des "cellules" soviétiques.

"Donc, le but de cette communication spéciale est d'attirer l'attention de toutes les organisations affiliées — unions locales, corps centraux, fédérations du travail d'Etat, unions nationales et internationales — et les inciter à établir un plan d'ensemble, qui soit le plus en conformité et le plus efficace pour

bouter dehors tous les membres communistes, toutes les "cellules" communistes et pour l'expulsion de tous ces membres lorsqu'il a été clairement établi que ces membres et groupes font de la propagande communiste.

"De plus, les membres des organisations affiliées à la Fédération Américaine du Travail sont priés d'être toujours en alerte au danger et de résister à toutes les tentatives faites pour leur imposer le communisme, par la force, la violence, l'intimidation ou toute autre méthode.

"Nous avons toute raison de croire qu'il y a des milliers d'étrangers communistes dans notre pays qui sont non seulement opposés à notre forme de gouvernement et à ses institutions, mais qui font preuve d'une activité déconcertante dans la promulgation d'un programme pour renverser notre gouvernement. Le Département du Travail des Etats-Unis a été prié de déporter tous les aubains aux tendances communistes qui sont entrés clandestinement et illégalement dans notre pays et qui sont déportables d'après la loi.

"Quoique le comité exécutif de la Fédération Américaine du Travail ne soit en aucune façon alarmé de la situation créée comme résultat de la propagande communiste, et quoiqu'il soit assuré de la loyauté et de l'attachement des membres du Travail organisé à ses principes, sa philosophie et sa ligne de conduite, les officiers de la Fédération Américaine du Travail sont convaincus qu'il est de leur devoir officiel et patriotique de prendre toutes les mesures raisonnables, honorables et légitimes de protéger les organisations ouvrières, leurs membres et toute la nation contre toute tentative ouverte ou occulte des tenants du communisme d'imposer leur philosophie aux salariés de notre pays.

"Encore une fois, les organisations ouvrières sont instamment priées de prendre tous les moyens en leur pouvoir pour chasser de leurs rangs tous les communistes avoués ainsi que les propagandistes communistes."

Cette communication est signée par William Green, président, et Frank Morrison, secrétaire de la Fédération Américaine du Travail.

Cette communication, du moins espérons-le, mettra fin au dévergondage de calomnies débitées sur le compte de la Fédération Américaine du Travail et des unions internationales qu'on représente comme les alliés "naturels" des doctrinaires communistes et qu'on accuse d'émarger aux fonds secrets de propagande soviétique. A chaque conflit ouvrier qui se déclare, la presse, de connivence avec les adversaires du mouvement ouvrier organisé, s'empresse de répandre les rumeurs les plus abracadabrantes sur la participation des communistes aux activités trade-unionistes: pour eux, tous ceux qui veulent améliorer leur sort, en demandant des heures de travail moins nombreuses et une rémunération suffisante pour l'écoulement des produits de l'industrie et de l'agriculture, et qui doivent ou jugent à propos de recourir à la grève, sont des communistes. Comme s'il n'y avait que des communistes dans les rangs des ouvriers!

Les organisations ouvrières internationales ne font peut-être pas autant de bruit que certaines de nos organisations nationales et catholiques, mais il est probable et même certain qu'elles n'en font pas moins un travail de la plus grande efficacité pour chasser du pays cette plaie qu'est le communisme.

Avant de terminer, il serait peut-être utile et à propos de dire un mot de l'origine du communisme au Canada, comme partout ailleurs. Ceux qui sont responsables de l'implantation de ces doctrines subversives dans une nation, dans sa population ouvrière, sont ceux qui sont les premiers à les dénoncer. Ce sont ceux qui sont les plus véhéments dénonciateurs du communisme qui en sont les plus grands propagateurs. En effet, qu'entend-on dire très souvent, par ceux qui sont supposés être les victimes de la propagande communiste, sinon que les financiers, les commerçants, les industriels, le patronat, en un mot, sont les meilleurs et les plus efficaces "créateurs" du communisme. C'est parmi les ouvriers — manuels et intellectuels — qui sont victimes de la rapacité, de l'égoïsme, du manque d'humanité d'un patronat voué au culte du veau d'or que se recrutent le plus facilement les futurs adhérents de la doctrine du communisme. Ces mécontents, jetés sur le pavé par une industrie relativement prospère, obligés d'accepter des diminutions de salaires lorsque des émoluments fabuleux sont payés aux directeurs et officiers et parfois augmentés en même temps que les salariés sont cassés aux gages, ces mécontents, disons-nous, sont des cibles toutes désignées pour les attaques de la propagande communiste: ils vont vers ceux qui leur promettent non seulement du pain mais du beurre pour mettre dessus, ils se disent qu'il vaut autant et même mieux être communistes et manger à sa fin que de crever de faim sous un régime qui permet que les entrepôts regorgent de vivres pendant que la population meurt de faim, non pas parce qu'il y a disette mais parce que ceux qui possèdent les vivres ne veulent pas les donner — préférant les détruire dans certains cas — pour un prix raisonnable mais qui ne leur assure pas des bénéfices à leur convenance. C'est donc dire qu'il ne faut pas faire la lutte au communisme en commençant au bas de l'échelle sociale, mais bien par le haut: c'est d'ordinaire ainsi dans tout ce qui touche au régime social. On dit beaucoup de mal des organisations ouvrières; cependant, seraient-elles nées si le patronat ne les avait rendues nécessaires? Etablirait-on des lois pour la protection de la femme, si elle avait subi un traitement humain aux mains des exploités sans vergogne qui se sont enrichis des sueurs et des pleurs de leurs ouvrières? Les lois protectrices de l'enfance auraient-elles été nécessaires, si les adorateurs du dollar avaient eu le bon sens de laisser à l'école ceux qui, en toute logique, auraient dû y être, au lieu de travailler dans les mines, les ateliers, les manufactures, pour une rétribution dérisoire, quand ils n'étaient pas soumis à des traitements de brutes sans coeur et sans entrailles?

Non, ce ne sont pas les organisations ouvrières et la législation sociale protectrice de l'ouvrier, de la femme et de l'enfant qui font que tout va mal aujourd'hui, qu'il y a des conflits industriels parfois mortels; c'est parce que ceux qui possèdent n'ont pas encore compris que "l'industrie est faite pour l'humanité, non l'humanité pour l'industrie". Quand le comprendra-t-on? En ce temps-là, il n'y aura plus de communisme.

R. HACHETTE.

Ce qui se passe dans nos unions

AUX OUVRIERS

Les ouvriers de métier vont-ils enfin comprendre que tant qu'ils manifesteront ouvertement ce manque déprimant de confiance en eux, leurs meilleurs intérêts individuels et collectifs resteront sans protection?

Ce manque de confiance est un signe de faiblesse dont profitent les adversaires des organisations ouvrières professionnelles pour mousser leurs petites ambitions personnelles et arriver à faire croire que leur influence est supérieure sur les pouvoirs publics ou sur le patronat.

Le moment est venu de parler avec énergie et de dire à nos ouvriers: "Cessez donc de vous montrer si *poules mouillées* quand il s'agit de protéger vos intérêts et mettre vos unions ouvrières hors de la portée de ces exploitateurs et adversaires du Travail organisé."

Il est vrai que, pour faire partie d'une union ouvrière, il faut déboursier quelques dollars pour les contributions, mais il est plus vrai encore que ces légers déboursés sont remis au centuple.

Allons, ouvriers non organisés, donnez la main à vos confrères unionistes.

LE CONSEIL DE DISTRICT

Le Conseil de district des Charpentiers-Menusiers a tenu une des plus importantes assemblées de l'année, cette semaine, au Monument National. A cette occasion, un grand nombre de délégués des unions locales avaient tenu à être présents pour se mettre au courant des questions à l'ordre du jour.

NOUVEAUX OFFICIERS

Les membres du Local 144 de l'Union internationale des Plombiers et Poseurs d'appareils de chauffage ont procédé à l'élection de leurs officiers pour le prochain terme, au cours de l'assemblée qui eut lieu cette semaine au No 415, rue Sainte-Catherine Est. Les officiers élus sont: MM. W. Bailey, président; John Furlong, vice-président; William Currie, secrétaire-financier; L. Guérard, secrétaire-correspondant et agent d'affaires. Les membres du comité exécutif sont: MM. Edmond Patry, John Furlong, Alex Gauld et L. Guérard. A la prochaine assemblée, on procédera à l'élection des délégués au Conseil des Métiers et du Travail et au Conseil des Métiers de la construction.

AU CONSEIL DES METIERS

Le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal tiendra son assemblée régulière jeudi prochain, le 4 octobre, au lieu ordinaire de ses réunions. Des questions de la plus haute importance y seront traitées. Maintenant que les temps frais sont arrivés et que les vacances qui sollicitaient les délégués à s'absenter des délibérations sont terminées, il est à prévoir que tous se remettront avec ardeur à l'étude des problèmes ouvriers qui requièrent toute leur attention et leurs meilleurs efforts.

ASSEMBLEE DES TYPOGRAPHES

Samedi prochain, le 6 octobre, aura lieu une très importante assemblée de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145, au No 1079, rue Berri, à 2 heures 30 de l'après-midi. Les derniers événements dans le monde ouvrier devraient inciter tous les typographes à être présents à cette réunion, au cours de laquelle il sera question des démarches faites pour les négociations d'un contrat de travail pour les imprimeries de travaux de ville, du contrat collectif, de la prochaine convention annuelle de l'Union Typographique Internationale qui sera tenue à Montréal l'an prochain, du résultat des pourparlers avec les autres unions locales de l'Est du Canada, auxquels cette Union était représentée par son président, des contrats des journaux et d'autres questions d'actualité.

CHEZ LES CORDONNIERS

Le local 249 de l'Union internationale des Travailleurs en chaussures (B. & S. W. U.) ont tenu une assemblée importante, hier soir. Il fut particulièrement question de recrutement pour donner plus de force aux revendications des ouvriers cordonniers. M. Chas McKecher, agent d'affaires, a soumis un intéressant rapport de ses activités depuis la dernière assemblée.

CHEZ LES FERBLANTIERS

La nomination et l'élection des officiers du Local 116 des Ferblantiers auront lieu le 2 octobre prochain, au No 415, rue Sainte-Catherine Est, à 8 heures du soir.

M. A. J. Crawford, organisateur général de l'Union internationale des Ferblantiers d'Amérique, sera présent.

Tous les membres sont priés d'être présents pour faire le choix des dirigeants de cette union pour le prochain terme qui apportera sa théorie de problèmes à résoudre; car, il ne s'agit pas pour les membres seulement que d'aider ou de critiquer les officiers après leur élection, mais il leur faut aussi choisir les officiers qui leur semblent le plus capables de remplir les charges qu'on leur confie.

EN AVANT TOUJOURS

Dimanche, le 30 septembre, de 2 h. à 6 h. de l'après-midi, un grand ralliement des électeurs des comtés de Saint-Jacques et Sainte-Marie sera tenu à la salle Lavoie (salle No 2), 1585, rue Ontario Est, en vue de mettre en évidence les candidats de la C. C. F. dans ces comtés pour les élections fédérales. Voilà une chance pour les ouvriers sympathiques à leur cause de prouver leur solidarité. Les orateurs suivants adresseront la parole à cette assemblée: MM. Jean Péron, Daniel Lapointe, Henri Belec, Oscar Latrelle, Lloyd Allmond, J.-H. Rochon, Jean-J. Beauchamp et D. Prenovost.

Pour informations, s'adresser à l'organisateur: Jean-J. Beauchamp, 5071, rue St-Denis, téléphone: BELair 2922.

LA CONSTRUCTION

Une très importante séance du Conseil de construction des unions internationales eut lieu, jeudi dernier, au No 415, rue Sainte-Catherine Est. Les délégués répondirent nombreux à l'invitation qui leur avait été faite d'assister à cette assemblée au cours de laquelle furent discutées des questions qui méritaient la meilleure attention des délégués, pour le bien-être des différentes unions locales et de leurs membres. Les officiers ont exprimé le désir que les membres coopèrent avec générosité afin que les succès les plus encourageants récompensent les efforts faits pour le bien général des ouvriers de l'industrie de la construction.

GRAVES ACCUSATIONS

L'Association des Métiers et du Travail d'Ottawa accuse la commission laitière d'Ontario de chercher à empêcher le Travail organisé de diriger une laiterie coopérative à Hamilton. Cette question fut soulevée par M. Tom Moore, président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, et M. P.-M. Draper, secrétaire général du Congrès. La commission provinciale a prétendu qu'il était illégal de distribuer les profits aux clients de cette laiterie, parce que cette méthode est en contravention avec l'entente concernant les prix. Les profits doivent aller à ceux qui sont directement intéressés à la laiterie.

M. Draper demande au Travail organisé d'appuyer la laiterie de Hamilton dans sa lutte contre la commission provinciale. Dans l'opinion de M. Moore, la méthode de fixer les prix peut conduire à un monopole qui ne sera pas à l'avantage du public.

ASSURANCE-CHOMAGE

On annonce qu'un projet de loi pour assurance contre le chômage sera présenté aux Communes au cours de la prochaine session.

Souhaitons que ce projet aboutisse; c'est la solution la plus rationnelle à donner à ce problème social posé par le chômage forcé. Notre province ne sera sans doute pas la dernière à consentir les sacrifices nécessaires à la réalisation de cette institution. L'assurance-chômage fonctionne depuis longtemps dans les pays fortement industrialisés: Allemagne, France, Angleterre, Belgique. Le président Roosevelt, malgré les difficultés d'ordre constitutionnel rencontrées chez lui, fait une tentative hardie dans ce sens aux Etats-Unis.

L'assurance-chômage coûte cher aux gouvernements, mais les secours directs coûtent encore plus cher, et les travaux subventionnés par l'Etat sont ruineux.

Tous les ouvriers, par l'entremise de leurs organisations, seront heureux de collaborer avec le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux pour que ce projet reçoive une solution heureuse.

Demandez l'étiquette de l'Union sur toutes vos marchandises Always demand the Union Label -- It pays

Reproduction des marques syndicales, cartes d'ateliers, boutons Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used et insignes de travail qui désignent l'affiliation aux unions to designate membership in the affiliated National and International Unions with the American Federation of Labor.

The image displays a wide variety of union labels and emblems. These include:

- UNION LABEL O.P.&C.F.I.A. 314**: A circular label for Plasterers and Cement Finishers.
- UNION MARKET**: A rectangular label for a market.
- UNION BAR**: A label for a bar.
- UNION HOUSE**: A label for a house.
- UNION LABEL**: Various other circular and rectangular labels for different unions like 'UNION LABEL OF UNITED GARMENT WORKERS OF AMERICA', 'UNION LABEL OF UNITED LEATHER WORKERS', etc.
- Emblems of American Federation of Labor**: A circular emblem with a scale of justice.
- Shop Cards**: Various rectangular cards for different professions like 'Shop Card of Meat Cutters & Butcher Workmen'.
- Buttons**: Various circular buttons with union logos.
- Working Buttons**: Buttons with text like 'BEARING THIS LABEL ARE GUARANTEED'.
- Emblems of various unions**: Like 'Emblem of Teamsters Local 100', 'Emblem of Amalgamated Association of Iron & Electric Workers', etc.

ACTUALITES.

En marge de la grève du textile américain

En dépit des apparences, cette formidable grève est pratiquement réglée. Il aura fallu ou suffi, selon le point de vue, que "F. D." se montre et approuve le rapport conciliateur d'un gouverneur d'Etat, pour qu'à l'instant même le conflit du textile américain prenne fin et qu'environ 420,000 ouvriers des deux sexes retournent au "turbin" quotidien.

Mais la bataille, hélas, n'en persiste pas moins. Non plus sous une forme officielle, mais à titre officieux, d'une manière insidieuse, entortillée, dissimulée. Elle n'en est que plus difficile à neutraliser. Car les patrons, il faut le dire, ont été généralement embêtés par l'intervention quasi subite du "plus grand des Roosevelt". Ces messieurs se sont bien rendus, il est vrai, aux desirs du "président souriant", mais ils n'ont cédé qu'avec "restriction mentale". C'est ainsi, qu'en certains endroits, la filature reste encore fermée et que, par ailleurs, on se refuse à reprendre certains "meneurs", qui, durant la grève, ont montré le plus d'activité. Cette dernière attitude étant contraire à l'entente bilatérale survenue entre le syndicat des ouvriers et celui des patrons, on se demande comment tout cela va finir.

On est en présence d'un double conflit: d'amour-propre et d'intérêts. De part et d'autre, on cherche à gagner du terrain ou à n'en pas perdre. Or le statu quo étant impossible, il faut que l'un des deux cède le plus: celui qui peut et doit renoncer à une partie de son parasitisme social, c'est-à-dire le patron. Jusqu'à présent, ce dernier n'a guère considéré sa main-d'oeuvre ouvrière que comme un simple objet de troc, ignominieusement et fatalement soumis à la sempiternelle loi de l'offre et de la demande, non pas comme une collaboration à l'oeuvre humaine de la satisfaction des besoins sociaux.

Le patronat se voit, cependant, dans l'impossibilité de refuser plus longtemps le caractère "humain" aux ouvriers qu'il emploie. La crise est venue le ramener à des réalités qu'il avait toujours, jusqu'à présent, considérées avec mépris ou horreur. Pour lui, l'exploitation de l'homme était et est encore une loi naturelle à laquelle on ne peut se soustraire. Le luxe et la misère sont choses également providentielles et il y aurait sacrilège, selon les patrons et leurs complices, à ne point les subir avec humilité et résignation. Mais ce point de vue traditionnel et "intéressé" est vigoureusement battu en brèche depuis quelques années. A telle enseigne que certains capitalistes recommandent "la renonciation provisoire à tout bénéfice d'exploitation" et d'autres, qui l'eut cru, commencent à se rendre compte que tous les hommes, en somme, s'équivalent, et que les hiérarchies stupides que nous subissons jurent avec "les aspirations de la conscience moderne".

Quoi qu'il en soit, cette grève du textile américain aura eu le bon effet d'amener l'intervention de l'Etat dans un conflit du travail et de prouver, une fois de plus, qu'à l'avenir l'industrie et le commerce devront être "dirigés" ou ne pas être. Le temps n'est plus où on plaçait très haut cette "initiative privée" grâce à quoi les chevaliers d'industrie et les négociants sans scrupule ont pu éclabousser de leur faste la misère environnante. En "affaires", l'initiative privée mène tout droit au vol quand son exercice se subordonne à l'intérêt individuel au lieu de se vouer au bien général. Mais comme ce "vol" n'est encore ni prévu ni puni par nos lois caduques, il confère une certaine respectabilité, une honorabilité très recherchée par la pègre affairiste. Et quand on a dit d'un monsieur qu'il "vaut tant", on l'a gratifié du plus agréable compliment qui pouvait lui être décerné.

Le temps de l'individualisme outrancier est passé. L'Etat a aujourd'hui le devoir d'intervenir dans tous les domaines de l'activité sociale. En attendant que les autorités compétentes épurent l'instruction que nous subissons et en fassent une chose exclusivement "humaine", il faudra mettre un frein salutaire à certaines "initiatives privées" et les cataloguer comme contraires à l'intérêt général, tout comme l'assassinat, le rapt et le viol. Il s'agit ici, bien entendu, d'initiatives inspirées par le souci de l'intérêt particulier.

A cet égard, nous devons à la crise d'avoir ouvert les yeux aux plus obtus parmi les conservateurs sociaux. A quelque chose malheur est bon.

FLORIVAL.

LA SECURITE ET LES FEUILLES

L'état de nos routes peut être beaucoup plus dangereux dans ce temps-ci de l'année que pendant tout autre temps. Les feuilles, la pluie et la brume que l'automne apporte souvent les causes de graves accidents."

Dans une circulaire qu'elle envoie à ses membres automobilistes la Ligue de Sécurité de la Province de Québec leur rappelle qu'on dérape aussi vite en glissant sur une feuille que sur la glace. Quand la route est couverte de feuilles et que la pluie tombe, alors les conditions sont encore plus dangereuses et les chauffeurs doivent redoubler de précautions.

Les amateurs de vitesse doivent faire violence à leur sport favori et peser un peu moins sur l'accélérateur s'ils ne veulent pas piquer une tête dans le fossé. Ils doivent aussi diminuer la force de l'application de leurs freins, sinon ils risquent de glisser.

Pour la saison de l'automne, on rappelle à tous les automobilistes que leurs voitures doivent être en parfaite condition, les freins doivent être en bon état, les lumières aussi en excellente condition, ainsi que l'essue pare-brise, et la direction doit être très solide.

LE MONOXIDE DE CARBONE

"Laissez vos portes de garage ouvertes!" Tel est lavis que la Ligue de Sécurité de la Province de Québec donne aujourd'hui à tous ses membres automobilistes.

Pendant les froides journées de l'automne et de l'hiver, les automobilistes sont grandement tentés de travailler dans leur garage et de laisser les portes de celui-ci fermées. Souvent, ces réparations ou ces examens de leurs voitures requièrent la mise en marche de l'engin qui produit

l'échappement du monoxyde de carbone. Ce gaz qui ne peut être ni senti ni vu, tue cependant sans merci.

Chaque automne, un bon nombre de morts accidentelles dues au monoxyde de carbone sont rapportées à la Ligue ainsi qu'aux autorités municipales et provinciales. Et pourtant il est facile de se prémunir contre ce danger en laissant tout simplement les portes de garage ouvertes. Il se peut quelquefois que le froid soit très rigoureux; qu'on revête alors un paletot, un gilet ou tout autre vêtement plutôt que de clore les portes du garage.

Quand on considère que plusieurs vies peuvent être épargnées en prenant cette précaution on se demande pourquoi tant d'accidents arrivent. La Ligue demande à tous ses membres non seulement de prendre cette précaution mais aussi d'en faire profiter leur entourage. Il serait encourageant de voir se passer les saisons d'automne et d'hiver sans qu'un seul accident dû au monoxyde de carbone soit rapporté et ce serait facile si tous étaient prudents. Cet avis de la Ligue de Sécurité, qui est très à point, sera suivi d'affiches et de littérature sur les dangers de ce gaz mortel qu'est le monoxyde de carbone.

RAJUSTEMENT SOCIAL

Il s'agit de M. W. R. Campbell, président de la Ford Motor Company of Canada qui désire que le capital prenne l'initiative du rajustement social. Il accorde le primat du salaire sur les dividendes de manière à injecter dans la base de l'économie nationale un pouvoir d'achat capable de restaurer la prospérité désirée par tous. L'intérêt de l'employé ne doit pas être subordonné à l'intérêt de l'actionnaire. Il convient en effet de rappeler que l'industrie ne supporte pas l'homme mais qu'au contraire c'est bien l'homme qui supporte l'industrie.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Monument National, 1182 St. Lawrence Boulevard. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.—To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French and English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Jos. Pelletier; vice-president, Walter Forrester; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: Nap. Oumet, J. A. BOLLIER, John Moore. Auditors: R. H. Mallin, A. Query, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145.—Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, J. E. Gariépy, 6628 Ave Delorimier. Téléphone: CRescent 7557; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3477, rue Cartier; Téléphone: AMherst 7034.

UNION DES RELIEURS, Local 91.—Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, No 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président: J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LAncester 2726.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176.—Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverly Street; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m. Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-CORATEURS, Local 349.—Assemblées tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, E. Valiquette, 1989 Kent; vice-président, J. Boulet, 1465 Champlain; secrétaire-secrétaire, Albert Renaud, 1139 William; secrétaire-financier, L. P. Boisjelle, 4621 Delorimier; trésorier, R. Robillard, 2306 Des Erables; conducteur, Art. Renaud, 387 Congrégation; gardien, J. N. Desjardins, 1745 rue St-Denis; auditeurs: J. Chartrand, 4326 Delaroché; E. Desèves, 3825 Henri-Julien; A. Boismenu, 5124 De Gaspé.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERSMENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134.—Président, F. Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, H. Trottier, 2214 rue Panet tél. PRontenne 1068; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beauharnois, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 315 of Montreal.—Meetings every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horan, Financial Secretary, 3698 Jeanne Mance Street, Telephone: HArbour 4497.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, LOGE SAINTE-MARIE No 234.—Assemblées régulières les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Lagachetière Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé,

3870, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delorimier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 Asylin; guides: E. Deniger et A. Asselin; sentinelle, O. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: J.-A. Beaudry, président, tél. PRontenne 3891; Geo. Gauthier, secrétaire, 5468 12e Avenue, Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM. 5223; H.-J. Limoges, 1464 Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vaillancourt, 2494 Ronen, tél. PRontenne 5560; R. Provost, 2089 Préfontaine, tél. PRontenne 1523.

CHARPENTIERSMENUISIERS, Union locale No 1538, Maisonneuve.—Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir au No 1451, rue Eltourneux (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; Vice-Président: Arau, Houle, 4590, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2434, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.-E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbell, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chambly; aGrdien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERSMENUISIERS D'AMERIQUE.—Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lauthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LAncester 5754.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, No. 249.—S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Ste-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: Président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, de Montréal.—S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1172, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Millard, 254, rue Sainte-Catherine Est.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL.—Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Coronniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général

FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 5 h. p.m.

HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est

PLateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU"

95, rue Notre-Dame Est

PLateau 6141 — Local 226

HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent

CRescent 4758

FEMMES: 1444, rue Mansfield

PLateau 8815 - 8817

FEMMES: 1560, rue Beaudry

CHerrier 3148 - 6645

FEMMES: 6562, boulevard Saint-Laurent

DOLLard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

COMMENT OBTENIR UNE POSITION DU GOUVERNEMENT

Brochure gratuite.

The M. C. C. Ltd., Toronto (10)

DEMANDEZ

LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

148 ANS

Brewed in Montreal

since

148 YEARS

Impressions post-électorales

Les élections fédérales partielles dont nous venons d'être plus ou moins témoins ont affirmé, une fois de plus, la tendance anti-gouvernementale qui, telle un raz-de-marée, va bientôt ramener King au pouvoir et replacer Bennett dans l'Opposition. Celui-ci va subir le sort de Hoover en 1932, mais nous n'avons pas, hélas, de Roosevelt au Canada, pas même en miniature. Ou, s'il y en a, on ne leur a pas encore vu le bout du nez. C'est toute la différence! Jusqu'à présent, toute notre politique canadienne n'a guère été qu'une longue course à l'assiette-au-beurre entre deux groupes électoraux que ne distinguait aucune différence essentielle. Et il est à craindre qu cela continue sous le régime caduc du libéralisme économique.

Nos bons voisins d'Ontario sont, comme tous les autres citoyens du Dominion, fatigués, éternés par l'inertie des autorités fédérales depuis quatre années. Ils aspirent à un changement de gouvernement à Ottawa comme ils l'ont voulu à Toronto. Les bleus qui règnent en maîtres au pays auraient tort de croire que l'électorat est aujourd'hui moins "conservateur" qu'hier. Et les libéraux se fichent joliment le doigt dans l'oeil s'ils croient que le Canada revient au libéralisme. En réalité, l'électeur ne sait où donner du vote.

L'électorat, en général, est inquiet, impatient et malheureux en proportion. La crise lui a montré, entre autres choses, que nos politiciens, pris en groupe ou séparément, sont des impuissants au point de vue social, mais il n'a pas l'embarras du choix et son "inéducation" le porte à subir des gouvernements dont l'étrouffement d'esprit et de jugement en toutes choses explique en partie le prolongement de la crise économique au Canada. Et l'an prochain, quand les rouges auront pris la place des bleus, on ne manquera pas d'observer que "plus ça change, plus c'est la même chose".

Les libéraux, gonflés par des succès récents, affirment que les Canadiens reviennent au libéralisme politique. Les bleus, sentant leur mort politique prochaine, disent, eux, que le pays demeure conservateur, mais qu'il est actuellement dans un état mental anormal qui le fait vouloir "changer" à tout prix de gouvernement, ce en quoi ils n'ont pas tout à fait tort. En définitive, le peuple est harassé, découragé et veut changer de gouvernement dans l'espoir que sa situation ou plutôt sa sécurité économique devienne un fait plus palpable, plus tangible. Illusion, sans doute.

Il importe peu, en somme, que ce soit King ou Bennett ou Woodworth qui nous dirige, voire même tous les trois ensemble, ce qui serait peut-être la meilleure des combinaisons à l'heure actuelle. Ce qui compte est compta, et seulement cela, c'est la nature des dispositions, légales et autres, qui seront dorénavant prises pour que l'économie du pays soit dirigée dans l'intérêt de tout le monde et non plus seulement, comme jusqu'à présent, au bénéfice de quelques cliques de tripoteurs insatiables et amoraux.

Si, à Ottawa, on manque d'initiative pour doter le pays d'un régime économique sain, c'est-à-dire reconnaissant à tous les citoyens du Canada le droit de vivre sans être constamment empoisonnés par le souci du lendemain, qu'on "expérimente" tout au moins pour améliorer graduellement le sort de notre population si profondément affligée depuis quelque temps. Mais qu'on fasse quelque chose, ne fut-ce que pour prévenir un désordre encore plus grand que celui dont nous sommes présentement victimes. Les discours, si brillants soient-ils, ne sont plus de mise aujourd'hui. Et si, par ailleurs, le gouvernement qui succédera sans doute à celui de Bennett n'est composé que d'hommes ayant "intérêt" à demeurer dans un pénible statu quo économique, cela vaut-il la peine de changer?

Les étiquettes politiques n'ont plus guère de sens aujourd'hui. Les événements de ces dernières années ont tellement bouleversé nos notions politiques et économiques qu'il nous faut orienter différemment notre conception d'une société organisée de façon normale. Les préjugés ont la vie dure, certes, mais le moment est venu d'en faire table rase et d'élaborer, par une intelligente coopération de toutes les bonnes volontés, une société humaine où chacun pourra vivre en paix sans être à chaque instant sous l'impression d'être cambriolé par le voisin d'à côté ou d'en face.

LEGLANEUR.

LE CITADIN COLON

Le choix des colons est difficile, affirmation des gens qui n'ont jamais mis le pied dans une paroisse nouvelle; d'autres prétendent qu'il est des plus faciles: il n'y aurait qu'à choisir des fils de cultivateurs qui ne sont jamais venus en ville.

Il est des fils de cultivateurs qui peuvent faire de bons défricheurs.

Il en est d'autres qui préfèrent la ville... Et parmi les gens de la ville il s'en trouve, et plus qu'on ne le croit généralement, qui ne réussissent pas trop mal sur une terre nouvelle.

Exemples: M. Labrèche, charretier à Montréal, fils et petits-fils de charretiers, parti avec 10 enfants pour aller s'établir sur une terre nouvelle à Val Gagné, dans l'Abitibi ontarien, qui possède un bel établissement agricole, et six de ses garçons qui sont établis sur de belles fermes; M. Vitalien Villeneuve, en charge du placement des Retours à la Terre, en Abitibi, qui a établi sa famille à Villemontel et gagnait quelques années plus tard la médaille d'umérte agricole; M. Damase Bégin, un autre médaillé du mérite agricole, ancien marchand, établi à Palmarolle, en Abitibi; M. Seager Wheeler, qui tant de fois remporta le championnat mondial pour le blé, l'orge, l'avoine, et divers autres grains et légumineuses, et des douzaines d'autres que nous pourrions nommer.

Et cet autre encore, M. Louis Dion, ancien conducteur du Canadien National, citadin de Montréal, choisi par la Commission du Chômage de Montréal, l'an dernier, comme colon du Retour à la Terre.

Parti en décembre, par un froid de 30 à 50 sous zéro, il s'est bâti une bonne maisonnette sur le lot choisi, à Laferté, près du lac Lois.

Revenu à Montréal pour assister au mariage de l'une de ses filles, M. Dion se déclare enchanté de son établissement dans son pays nouveau. Il a déjà un beau défriché et il s'est fait un grand jardin au printemps.

On ne saurait, dit-il, trouver un meilleur pays.

Lui non plus ne viendrait plus rester à Montréal, tellement il est satisfait de son sort à Laferté.

C'était pourtant un homme de la ville!
J.-E. LAFORCE.

GARE AUX BARILS VIDES!

Les officiers de la Ligue de Sécurité de la Province de Québec, après avoir pris connaissance des faits entourant quelques accidents récents causés par l'explosion de barils abandonnés ayant déjà contenu de la gazoline, demandent aux compagnies employant de la gazoline et aussi aux ménagères de bien vouloir déposer leurs barils vides ailleurs que dans les terrains vagues ou les ruelles.

Dans ces barils qui paraissent vides, il reste quelquefois assez de liquide adhérent aux parois intérieures pour provoquer une explosion si une personne imprudente ou un enfant a le malheur d'allumer une allumette à proximité de l'embouchure.

Le mois dernier, deux accidents de ce genre sont survenus à des enfants qui allumèrent des allumettes près de vieux barils de gazoline vides. Dans les deux cas, l'enfant, qui ignorait le danger de cette pratique, fut grièvement brûlé.

La Ligue enverra une circulaire à tous ses membres leur demandant de disposer de leurs vieux réceptacles d'une autre façon, afin d'éviter des accidents qui peuvent tout aussi bien arriver aux adultes qu'aux enfants.

LA SECURITE DES ECOLIERS

Depuis le commencement des classes, la Ligue de Sécurité de la Province de Québec a reçu nombre de plaintes contre les pratiques des écoliers dans la rue.

Un des plaignants écrit que le plaisir de quelques-uns semble être le suivant: un groupe d'enfants se tient dans la rue surveillant l'arrivée d'une voiture. Quand

L'IDEE EN MARCHÉ.

Coopération ou révolution?

"Il (l'apre individualisme) peut avoir été à sa place — et l'a probablement été — parmi le monde d'hier, en plein développement, mais tous ceux d'entre vous qui ont regardé en face le chaos d'aujourd'hui doivent sentir qu'en ce monde modernisé il ne saurait être permis à quiconque de poursuivre sa voie individuelle et d'amasser une fortune, non moins individuelle, comme s'il vivait dans un monde à lui. Et ce qui est vrai pour les individus est vrai pour les industries et les nations."

Révérend Norman L. RAWSON.

L'autre jour, à Winnipeg, M. Campbell, gérant général de la "Ford Motor Company", recommandait à ses collègues capitalistes de "prendre la tête" du mouvement de renaissance économique au Canada et de "renoncer", pendant la crise, à leurs "bénéfices" d'exploitation.

Ces jours-ci, à Halifax, le révérend Rawson, d'Ottawa, exposait au congrès annuel des "Kiwanians" ses vues à propos d'un mieux-être économique possible. Il débutait en rappelant aux dirigeants de la société qu'à notre époque il faut choisir entre "la coopération et la révolution". Il faut, selon lui, divorcer de l'esprit public l'antique théorie d'après laquelle "le butin appartient au vainqueur". Il faut vivre, par conséquent, plus dans le présent et l'avenir que dans le passé.

L'excellent pasteur d'âmes en est ainsi arrivé à douter, sinon à nier, que la concurrence soit la vie même du commerce et que l'apre individualisme, cher aux Hoover et à tous les ploutocrates de l'univers, est désormais chose du passé; que c'est une théorie dont l'application est devenue dangereuse parce qu'extrême et inhumaine. Il demande aux "chefs" d'aujourd'hui, non plus de se borner aux intérêts d'un comité, d'un parti ou d'une foule déchainée, mais de rechercher, dans un sens large et objectif, ce dont la société a besoin pour ne pas mourir d' inanition économique et de diriger la société dans ce sens en dépit de tous les obstacles possibles et imaginables.

M. Rawson va même un peu plus loin. Il affirme que cette autre "croyance", selon laquelle l'appât du gain, "le gain matériel" lui-même, a toujours été envisagé comme le but suprême de tout effort, le mobile sans lequel la terre cesserait de se mouvoir, cette croyance séculaire, eh bien, l'heure de son crépuscule a sonné, "c'en est fait d'elle"! L'orateur se serait, comme il l'a dit, volontiers étendu sur un tel sujet, mais il s'en dispense et en prive malheureusement ses 500 auditeurs parce que, suivant sa propre expression, ledit sujet serait "chargé de dynamite". On peut supposer, nous, que les nombreux "hommes d'affaires" qui l'écoutaient eurent été quelque peu scandalisés d'entendre un membre du clergé canadien adresser des paroles irrespectueuses à l'égard de l'idole Profit sur l'autel de laquelle nos affairistes s'inspirent pour perpétrer les méfaits dont s'honore la chevalerie industrielle et commerciale de ce siècle.

Il eut aussi des reproches à peine voilés à l'adresse des politiciens qui, parvenus au pouvoir, privent de leur emploi un tas d'excellents fonctionnaires dont tout le tort consiste à avoir été placés par le "régime sortant". Il dit même ou laisse entendre que c'est là une façon plutôt pitoyable d'envisager le concept démocratique. Ceci dit dans un milieu de politiciens eut certes fait l'effet d'un caillou tombant sans crier gare dans la mare aux grenouilles, car c'est la pure vérité. Ces déplacements arbitraires sont, en effet, du plus vil arbitraire, de la cuisine post-électorale inqualifiable.

Il fallait que ces choses-là soient dites. Il conviendrait même qu'elles soient souvent répétées, surtout devant les auteurs de cette politique de bas étage dont la pratique n'a pas peu contribué, il faut oser le dire, à discréditer la démocratie dans toutes les parties du monde.

Le temps est venu, semble-t-il, où les parties constitutives de cette soi-disant élite qui nous dirige — politique, économique et autre — coopèrent à l'unisson pour sauver la société en dérive et apportent des solutions "humaines" aux problèmes qui se posent aujourd'hui. Ou bien cette coopération doit s'effectuer ou alors c'est la révolution à brève échéance, une révolution auprès de laquelle les précédentes n'auront été que des jeux d'enfants.

Comme le dit fort justement le révérend Rawson, il va bientôt falloir choisir entre ces deux alternatives: coopération ou révolution.

Georges Delpèque.

celle-ci apparaît, le groupe se divise en deux, et les membres de l'un cherchent à précipiter les membres de l'autre dans le chemin de l'automobile. Le même plaignant ajoute qu'il est temps plus que jamais de demander aux maîtres d'écoles, par une lettre circulaire, de faire l'éducation "sécuritaire" des enfants et de les empêcher de jouer un tel jeu dans la rue.

D'autres plaintes mentionnent la non moins dangereuse habitude qu'ont certains enfants de quêter des tours pour l'aller et

le retour de l'école. Cette pratique est dangereuse car elle demande l'arrêt complet et soudain des autos dans le milieu de la chaussée ou du chemin.

La Ligue fera, sous peu, parvenir une lettre aux maîtres d'écoles, leur demandant de dire aux enfants de ne pas jouer dans la rue, et de leur démontrer le danger qu'il y a de demander des passages.

La Ligue demandera en plus à ses membres automobilistes de ne pas arrêter pour accéder aux demandes de quelques écoliers.

Pour vos impressions ?

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

Lancaster 5361

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

Mercantile Printing
11, rue Saint-Paul Ouest MONTREAL

What Will Be The Future?

By WILLIAM GREEN *President, American Federation of Labor.*

This year finds our country midway in perhaps the most important economic undertakings of our existence — a realignment of forces of industrial control under federal supervision. It is a time when we are making decisions which will determine this issue: Shall we plan for future production of abundance for all, or shall we try to curb mass production into scarcity channels with luxury for the few and poverty for the many?

The technical information handed on to us by past generations and inventive power of present day workers have completely revolutionized work. The work limit is no longer human endurance but the installation of machines, organization of work force and orders. Orders for products and services depend upon incomes of buyers. Over 80 per cent of the buyers in retail markets are wage earners and small salaried persons. This is the reason why prices correspond to the rise and fall in pay envelopes.

Many of our economic troubles have grown out of failure to see that electric power production heralded a new age — the age of plenty for all. In the days of handicraft and production limited by human endurance, we could not produce enough or at such low prices as to make possible comfort standards of living for all. There were well-to-do people and a few wealthy. The million dollar yearly incomes came with power production.

From 1923 to 1929, each individual worker increased the amount he turned out each hour 4 per cent every year. During the past depression (1929-1934) the increase in hourly output has been slightly more than 4 per cent per year. In this period of rapid increase in productivity, the incomes going to owners of property increased 66 per cent — over two-thirds. The incomes of factory employees — those who did the actual work in turning out the increased product rose 5 per cent.

During the depression years while output still increased per man hour, factory incomes declined 58 per cent (1929-1932) while the incomes of those owning property fell 30 per cent.

Why this difference? Because the rules of distribution were made at a time when the producer owned what he made, and have not been brought up to date to provide equitably for the producer who is hired to work for a management that sells the product and determines what part shall be paid the worker-producer.

Because workers have not shared proportionately in their increased productivity, buying power in the retail markets has not been adequate to sustain the large amounts which owners of capital have invested. Even in peak years no industry operated at capacity. This means producing investments had to pay for idle investments.

In an economic structure built on specialization and inter-relation, inequities in distribution of incomes brings unbalance in production and distribution of products and services that wrecks the whole structure. This unbalance was one of the basic causes of the collapse of 1929. Too much of our national income had gone into speculation in securities on the Stock Exchange and speculative investments generally, and not enough into the pockets of those who bought the output of industries.

Two things are needed: To increase the amount of national income going into wages and small salaries so as to maintain a balance between production and consumption that will use products and services for higher standards of living; and legal and economic institutions that recognize and protect the interests of producing workers equally with the interests of the owners of these products and other property.

To accomplish these two purposes organization of wage earners in independent unions is essential for the promotion and protection of wage earners' interests. In the present age under the National Recovery Act as well as in all other periods, the union is the beginning and continuing agency indispensable for wage earners' progress. It is most fitting then that plans be made for the promotion and extension of the trade union movement.

Although the figures for Canada are not available, the continuity of industrial organization from the Mexican border northward, makes the principles equally applicable. During the past four years United States industries have set up approximately 200 branches in Canada. Canadians have an established habit of investing generously in United States undertakings. The

workers of the two countries have long known they must unite in establishing standards when employers readily set up branches on either side of the boundary.

May every union and every central labor body in the United States and Canada find in the day new inspiration for work and new plans to be executed. When every wage earner is a union member, disciplined in working together with fellow workers in making effective the principles of the union movement and accustomed to work as a soldier in the ranks of Labor, then our national labor movement will be able to negotiate work agreements that fully protect the interest of those who work for wages and to assure public institutions that will safeguard Labor's rights.

I urge all unions and all Labor to work towards the advancement of these purposes, by planning union-forward campaigns.

WAR-TIME DISTRIBUTION OF WORKERS IS REVIVED

During the World War the Government applied an extensive interstate system for what was called the "clearance of labor," so that skilled workers were shifted from one part of the United States to another to meet the needs of both the Government and private employers.

According to an announcement by the New York State Employment Service and the National Re-employment Service, this labor clearance system is again functioning under the provisions of the Wagner-Peyser Act. The statement issued by these two services in New York City said:

"Just as Congress organized the United States Employment Service in 1917 as a war-time measure, so did it revitalize the service in 1933 through the Wagner-Peyser Act to spread re-employment.

"In order to facilitate the placement of unemployed workers, the United States Employment Service organized the National Re-employment Service to supplement existing State employment offices. Where only 125 public employment offices were operating in twenty-four States on July 1, 1933, now more than 2,000 exist throughout the nation.

"These National Re-employment Service offices are closely integrated with existing State employment services, as well as with each other, regardless of State boundary lines. One of the most important connecting links is the system of intra and interstate clearance of job vacancies.

"By such a system in New York State, the facilities of the twelve State Employment Service offices and the fifty-two National Re-employment Service offices are 'as much at the disposal of employers in need of workers in Pennsylvania as they are to employers in the State of New York.'

As illustrations of the efficiency of the system, the statement explained that the clearance office in New York State recently had referred applicants for positions to inquiring manufacturers in Pennsylvania, the West Indies, Louisiana, California, New Jersey and Connecticut. — *American Federation of Labor Weekly News Service.*

NEW YORK MAYOR HITS BANK INTEREST RACKET

New York. — Mayor LaGuardia squelched the scheme of a syndicate of 73 New banks, headed by the Chase National, to extort a high interest from the city in the sale of \$72,000,000 in securities by rejecting bids for all but \$2,000,000 of the issue on the ground that interest rates were unfair.

Political Activity

In the days of the Hanna regime on the Canadian National Railways, there was issued an order which debarred employees on that property from participation in active politics.

This created a tremendous storm throughout Canada and several meetings were held with management in an effort to have the order withdrawn.

After a change in management the order was withdrawn and a new resolution passed by the Board of Directors which allowed an employee leave of absence to conduct his election, but if elected he must take leave of absence during the entire term of the office to which he was elected.

Several employees ran for office under these regulations, and were notified of the existing terms.

There has not been a case for grievance presented to the General Chairman until upon the completion of the recent elections in Ontario, a conductor on the Canadian National was elected from the Fort Francis District and was immediately taken out of service for the life of the Hepburn Government.

Upon receipt of his protest to his organization a meeting was held in Montreal between a representative group of General Chairmen and the Board of Trustees, which resulted in the following letter from the President of the Canadian National:

"This will acknowledge your letter of July 31st, confirming the views put forward at a meeting of the same date with

respect to the existing regulations affecting leave of absence for employees nominated for, or elected to Provincial Legislatures or Dominion Parliament.

In consideration of the representations made by the General Chairmen of the organizations in the group which you represent, the management has decided to accede to the request that employees so elected shall be permitted to resume duty between sessions, and the regulations are therefore being amended, as follows:

"Upon application being made on behalf of an employee who has been invited to accept political nomination in Federal or Provincial elections, such employee shall be granted leave of absence, without pay, for whatever time is necessary for reasonable electioneering purposes, which shall include the period of time involved in final returns being made.

If elected, leave of absence, without pay, shall be given for the period of each session and the employee shall be allowed to resume regular work with the railway, between sessions. During periods of employment between sessions, the employee shall be subject to the general rules of the company with respect to leave of absence."

The situation is now the same on each of the large roads, and grants to employees the same political rights as other citizens enjoy.

Both Mayor LaGuardia and Controller Joseph McCordrick vehemently condemned the terms offered by the syndicate, which submitted the only bids for the entire issue.

It was confidently expected by city officials that the bids would have put an interest rate of slightly below 4 per cent on the first long-term security issue it has attempted to float since 1931. When the bids were opened, however, it was found that the lowest interest rate of the three offered by the syndicate was approximately 4.036.

The Mayor flatly charged that the banks had "ganged" together to exact money from the city. He warned that the banks would receive one more chance to submit bids that he and the members of his administration consider fair.

UNIONS NECESSARY TO COMBAT INJUSTICE

The following editorial is taken from the Catholic Record, and we deem it worthy of repetition:

"The principle of labor unionism has long been advocated by church bodies. The history of industry points to the fact that labor cannot hope to maintain its standards against strongly organized aggregations of capital and employers unless labor is also organized in equally strong unions of its own.

"In the interest of social justice and democratic progress, it is, therefore, to be hoped that the present effort on the part of labor in the textile industry will result in the thorough organization of the industry, and that the employers will not fail to grant recognition to organized labor in the spirit and intent of Section 7 (a) of the National Industrial Recovery Act and of Resolution 44, dealing with collective bargaining, passed by the last session of Congress.

"An Ottawa despatch, reviewing industrial labor conditions in Canada during the past year, says that the outcome of the

textile strike will have an important bearing upon the Canadian labor situation. It is true that "the measure of recovery has been almost the measure of labor disturbance," but that does not disprove the fact that, as history proves, the strike method is the most expensive way, in the vast majority of cases, to settle differences between capital and labor.

"Though under certain circumstances a strike or a lockout may be defensible as a defence measure, like war it involves fault on one side or the other and should not be invoked until after every effort has been made at just and peaceful conciliation through arbitration. It is far from reassuring to learn that both parties to the textile strike do not welcome the effort at mediation of the board appointed by President Roosevelt. In this period of readjustment following the economic and financial difficulties of the depression, both employers and employees should be more solicitous than ever for each other's interest. Recovery can result only from mutual understanding and good will. This is the time for organized capital and organized labor to consult upon the problems of industry in Canada and, with governmental assistance, seek to prevent the interruption of labor and production. Industrial war shows no advantage over any other kind."

40-HOUR WORK WEEK IS URGED FOR ITALY

Rome, Italy, Sept. 20. — Introduction of a 40-hour week in industry as an unemployment relief measure was approved, in principle, by officials of the Confederation of Labor last night. They represented employers and employees.

The measure needs approval of the Ministry of Corporation for enforcement. It is provisional in character, as an unemployment measure.

When will the same measure be adopted in the Province of Quebec?



Outwear two ordinary pair

HEADLIGHT OVERALLS

UNION MADE

SOLD AND GUARANTEED BY LEADING MERCHANTS EVERYWHERE.

The Pamphlet as an Educational Agency

Liberty in the Modern World Threatened by Dictatorship.— Democracy the Safest and Sanest Form of Government.

By BERNARD ROSE.

With the purpose of enlightening men as to principles and policies of parties, groups, and movements, we are reverting to the practice that prevailed several decades ago, of expressing views in the form of pamphlets. The average man, in this hurried age, does not care to devote the time necessary to go through a learned treatise or book containing several hundred pages. He prefers to get his information in more or less tabloid form. Getting information contained in a well written pamphlet, gives him the facts equally as well, as he can abstract them from a volume which is an expansion or discussion of the principles which constitute the basis of the matter in a pamphlet.

At the beginning of the last century, the pamphleteer both in France, Great Britain, and the United States, was an individual who exercised a great deal of influence. He wrote (no matter what course he espoused,) trenchantly and by no means infrequently, with a pen that was dipped in vitriol. He roused passions as well as appealed to prejudices. Today, the tendency, on the part of the broad minded pamphleteer, is to appeal to reason.

The various official organs of the international trade unions are in the nature of pamphlets, since, (although the contents are made up of articles,) the purpose is to point out to the reader the trend of events and the advantage of trade union organization and the necessity for social and economic reform. Whatever influence these official mouthpieces for the different labor organizations have, is largely due to the nature and style of the matter they contain.

It will be admitted by even the most devout upholder of long established institutions, that there is a questioning spirit abroad in the world today. Men and women are not satisfied with conditions. They believe that the world can be made one which will make life worth the living, from the economic, social, and aesthetic standpoints. In almost every country that has an industrial population, the workers meet together to discuss men, events, and the right of the individual to a full measure of liberty both in speech and conduct, in order that he secure that share of the world's wealth, to which he is entitled because of his ability, education, or contribution that he makes to society's welfare as a producer or public servant.

It has been noted that there has been an unfortunate reaction away from that liberality of mind and thought, that provided the basis for the democracy, which has enabled the workers to become a power politically, as well as industrially. In countries with a representative form of government, and where adults reaching the age of majority have the right to cast their votes for the candidates of the several parties that seek to obtain power, an organized group can undoubtedly influence the action and policy of individuals and parties. Parliaments and legislatures, elected by citizens having the right to vote, must at all times be appreciative and responsive to the wishes and demands of the groups that constitute a considerable percentage of the population. What is however fundamental, is that the workers in countries with parliamentary institutions be very jealous of the privileges they enjoy and the rights they can exercise as citizens entitled to political liberty.

Discussing "Liberalism in the Modern World," the Marquis of Lothian does not hesitate to speak his mind with the fullest frankness. In his opinion: "Dictatorships are no more successful in preventing war or ending unemployment or restoring prosperity than are the democracies; rather the reverse. The principles of liberty are not wrong or out of date. They are still the best foundation for society and for progress."

It has been demonstrated that the dictatorship, whether it be Communist, Fascist, or Nazist, deprives the worker and citizen of his liberty, on the alleged ground that in losing or having his liberty of speech and action abridged, he will gain a corresponding economic and social advantage. Certain groups of workers, dissatisfied with conditions, believe even in countries with parliamentary institutions, that destroying capitalism will bring with it a decided improvement in the lot of the worker. They advocate the suppression of individual liberty, the expropriation, or confiscation of property, in the hope that the masses will enjoy a greater measure of economic satisfaction than they can where democratic institutions prevail.

The worker in Russia, harangued as he is by the convinced communist, and reading nothing but literature that is written and censored by the directing head of the communist autocracy, can hardly be expected to understand or appreciate the advantages of democracy. He believes that parliamentary institutions and the right of the worker to vote for, as well as become a candidate and hold important office, is no longer desirable. The dictators exercising the power they do, in the name of the proletariat, do their utmost to generate a state of mind that fails to see the slightest good in the political, social, and economic institutions in democratic countries. The same applies to Italy, and what has happened in Germany to the workers' movements, proves beyond any doubt, that the Nazi form of dictatorship is even worse than the Russian and the Italian.

In the three countries, the dictators have complete control of the agencies of publicity. They are thus able to mould opinion and carry on a propaganda that is not only aggressive, but entirely one-sided. Opposition to the views expressed is regarded as treason to the state, and those who dissent from the views which are official, utter such dissent at the risk of their lives and whatever little liberty they possess.

Dictatorships are opposed to everything that is democratic and libertarian. The very essence of a dictatorship is a denial of the right of the individual or any number of individuals, to take exception to what the dictator commands or requests. From the worker's standpoint, dictatorship should be anathema. He should, under no circumstances, tolerate any attempt to impose it upon the masses. No matter what defects he may allege against democracy; no matter what the degree of exploitation to which he is subjected because of capitalists owning resources or machines; no matter how politicians in office may abuse the trust reposed in them, he has in his own hands and keeping, the means whereby he can bring about drastic changes, without in any way undermining the institutions that give him that liberty which he should prize very dearly.

No intelligent workman will take exception to the views expressed by the Marquis of Lothian, that: "The principles of liberty are not wrong or out of date".... and "still the best foundation for society and for progress."

That we have made progress, not even the most confirmed Communist, Nazist, or Fascist can deny. He may argue that we have not benefited as we deserve from progress, but that is no reason for repudiating the principles of liberty. Rather he should seek to have these principles applied in a manner

that will enable the citizen to derive from progress the benefit that he should get. While capitalism is charged with sins of omission and commission, it is nevertheless a development due to progress. To define it, is rather difficult, even though the dictionary attempts to provide a definition. Capitalism, as we understand it, is the ownership by one or more individuals or corporate bodies, of the means of production and distribution. It also includes banking and control of currency, where this last is not a state function. But even capitalism cannot, (no matter how powerful its supporters may be,) entirely disregard the wishes of the people and the laws which their representatives in the Legislature or Parliament enact.

If capitalism has enabled selfish groups or individuals to take advantage of the worker's helplessness, it can be subjected to control and made to function in the interests of the majority, rather than the few. Its defects are those that are also defects of a democracy. We know that the candidate seeking political honors occasionally forgets that he merely holds a mandate which he must return to his electors at stated intervals and that failure to carry out his mandate in the interests of his constituents will result in his defeat and being relegated to oblivion. No matter what the defects of capitalism and democracy may be, (and that there are defects in both no one will deny,) it is socially dangerous for the workers to permit themselves to become the instruments of autocrats and despots, who, in the guise of national saviours, make promises which it is utterly impossible for them to keep, and which in any event, they had no intention of keeping, since their purpose was to secure power, and with the aid of such police and military forces that are available, not only dictate to the workers, but subjugate them so completely, that their state becomes that of the serf of the middle ages and the slave in the days of Greece and Rome.

The workers must, under no circumstances, allow their unions or co-operative bodies to come under the control of individuals or groups that ostensibly friendly to the workers, aim to obtain possession of their organizations and resources. This is what took place in Germany, and the splendid co-operative and trade union movements, built up by the efforts and years of self sacrifice on the part of German co-operators and labor leaders, are now non-existent. All the labors of these sincere workers are thus in vain.

Pamphlets or brochures that discuss in lucid and convincing language, social, economic, and political questions from the democratic standpoint, are an excellent educational means to enlighten not only the workers, but the middle classes, and those who belong to the professions. The writing and circulating of pamphlets of this nature should in every way be encouraged by the workers and all who are opposed to any unnecessary or undue abridgement of the liberty of the individual.

Satisfaction in Work

Labor is a blessing of outstanding significance and magnitude. Work has a pleasure value of much worth, as is illustrated by the fact that children like best the toys that call not for mere observation but for self-activity. Work, and work alone, can give continuing pleasure day after day. We soon grow weary of play, find the delights of the senses short-lived, and discover that vacationing brings contentment only for a while. Nothing but work provides lasting satisfaction.—Selected.

Les membres des unions ouvrières sont tous intéressés à connaître la

Loi relative à l'extension des conventions collectives de Travail

Les unions ouvrières peuvent s'en procurer des copies françaises et anglaises en livret à raison de

20 copies pour \$1.00, plus les frais postaux, ou 5 cents la copie prise à nos bureaux

LE MONDE OUVRIER, 11 rue Saint-Paul Ouest
MONTREAL

Every Union Man Should Get Acquainted with this
New Legislation

An Act respecting the Extension of Collective Labor Agreements

Labor unions can secure copies of same, in English and French, in booklet form, at the nominal price of

20 copies for \$1.00 plus postal cost, or 5 cents per copy in calling at the office of

THE LABOR WORLD, 11 St. Paul Street West
MONTREAL

Wages and Dividends

Some Striking Figures.

By BERNARD ROSE.

It seems somewhat singular that prominent labor leaders fail to utilize the information which occasionally is furnished through the medium of the press. A local afternoon newspaper, in its issue of July 10th, gave its readers information, which would certainly justify the asking of questions by the workers and their leaders, and the carrying on of an active and aggressive campaign in favor of wage adjustments, particularly in an upward direction.

The information furnished is to the effect that dividend payments, in June, by Canadian corporations to their stockholders, established a new high record for June, and the total of over forty-one million dollars was the second highest on record in the Dominion, being exceeded only by December, 1930, when the total was above fifty million dollars. Yet, a contemporary, in its issue of June 30th, advises its readers that, in the city of Montreal, more than a hundred and fifty thousand were still dependent upon relief.

The almost daily revelations of the scandalously low wages paid to thousands of employees skilled and unskilled, in this and other provinces, demonstrates that workers are being denied the right to a living wage and deprived of a fair share of that wealth which they help to create, as judged by the enormous sum paid in dividends, in the month of June of the present year.

We must not forget that the sum of forty-one million dollars in dividends is paid to companies doing business in a country with a population of barely over ten millions. This large amount in dividends proves that the workers in certain industries have been mercilessly exploited. The item from which these figures are taken states further: "Many factors contributed to the record disbursements for the month of June. Improvement in general conditions has enabled many payments of dividends, other to increase disbursements to their stockholders." It does not say, however, that the improvement in general conditions made possible the payment of fair wages and salaries to the employees, without whose services, dividends could not have been paid.

The figures are certainly a comment on the cupidity as well as the stupidity of the heads of the concerns, that are in a position to take advantage of their workers by paying them low wages, in order to increase dividends, bringing them up to the total above given. The depression was already in effect in December, 1930, yet, the amount paid in dividends in that month was fifty million dollars. Again one asks, why part of this fifty million dollars representing practically five dollars for every head of the population in this country, was not given to the underpaid workers!

It is becoming evident that a certain type of employer will not, of his own volition, show his appreciation of the services rendered by his employees by giving them a fair wage — not to speak of a share in the tremendous profits made in the carrying on of certain industries and enterprises. The directors of the concerns making these huge profits are in receipt of very large salaries, to which bonuses are occasionally added. They seldom think of the plight of their employees, compelled to live upon a sum wholly insufficient to purchase what they require. These employers believe that the business they conduct was organized solely to make profits for their shareholders and pay exorbitant salaries to the executives.

One can quite appreciate what a tremendous difference it would make to the well being of the workers, and the prosperity of this country, if one-half of the sum of forty-one million dollars was distributed in the form of higher wages and salaries to the gainfully employed workers in the Dominion. With twenty million, five hundred thousand dollars, spent in making purchases, instead of going into the purchase of bonds, securities, or additional capital equipment, work would be found for hundreds of thousands, and a stimulus given to the two principal industries in the Dominion — transportation and construction.

One need not be radical to point out the unfairness of such large amounts being paid in dividends to an exceedingly small percentage of the population. While it is true that a considerable percentage of the amount paid in dividends came from gold mines, the fact remains that it went into the pockets of those who hold stock in these mines, the majority of whom are certainly not workers.

In December, 1930, the amount paid in dividends by mining companies did not approximate to the sum received by mining shareholders in the month of June of this year. Hence, the largest part of the fifty million dollars in December, 1930, was paid out by industrial and other commercial corporations.

Whether it is advisable, in the interests of social peace and the general welfare, that special legislation be passed fixing the maximum dividend rate to be paid to shareholders, as well as forcing companies to pay part of their profits in the form of additions to wages or salaries, is a highly debatable question, but hardly any intelligent person will take exception to the suggestion that, in the general interest, wherever possible, providing the earnings permit, the workers should benefit to the extent of a fair wage or salary, and thus be in a position to buy what they require and maintain a given degree of purchasing power that would tend to stabilize conditions.

When we are confronted with the figures showing the amounts paid in dividends in 1932 and 1933, being respectively \$87,446,352, and \$70,744,038, we begin to appreciate the enormous amount of wealth that is paid out to those who are not actually employed as wage earners. One is again compelled to ask, why such huge amounts in dividends should be given to such a small percentage of the population in this country, and the workers forced to struggle on, hardly able, in the best of times, to make ends meet on the wages they get.

The workers must, through their organizations, insist on getting increases in wages, as well as reducing working hours. A larger share of the proceeds of industry must go in the form of increased wages and salaries to those who make possible the earning of the tremendous sums in dividends, which are distributed to those who hold shares in the companies able to pay such substantial dividends. Even the minimum wages, that are fixed in the several provinces, are by no means what they can and should be, in view of the very large amounts earned by companies, whether they be industrial, commercial, or mining, carrying on their operations in the Dominion.

We are opposed to slums, because from an aesthetic standpoint, they are an eye-sore, and from the hygienic, a danger to the health of the general community. To continue paying workers small salaries is dangerous to the social peace of the community, and makes for discontent and provides material for the revolutionary agitator. Experience has taught us that, in prosperous times, radical agitation meets with little or no approval from the workers.

The figures given bear out what has been said, on several occasions, that

NEWS FROM OTTAWA.

Money Power in Canada

Contributed by the Bureau of Social Research, Ottawa.

THE GOLD RACKET

Not the least of the peculiarities of our financial system is the present position of that magical metal known as gold. Two or three years ago, when the world conducted its monetary affairs upon a common basis of gold, the metal was predominantly a matter of concern only to central banks and governments, and moved about in response to forces arising mainly from disparities between monetary conditions in different countries.

Now, however, it has become a most interesting and profitable article of commerce, traded in by innumerable private individuals, many of whom are making a very comfortable living for themselves. In every city and town you will find men whose sole business is the purchase of "old gold." In fact, it is reaching the proportions of a "racket," for the seller is entirely at their mercy, and in nine cases out of ten, will agree to whatever price the buyer offers. By actual experience it has been found that the prices offered for an identical article will differ with almost every purchaser. Furthermore, it does not by any means follow that the most reputable concern will offer the highest price. In the city, a firm of jewellers known throughout the country consistently offered a lower price than can be obtained from the "fly-by-night" buyers. In doing this they are betraying the confidence of their customers, who come to them under the erroneous impression that they are going to get a square deal.

When selling articles of gold (if you have any) it is a good thing to shop around amongst the various jewellers and gold-buyers; you will be surprised at the different offers you will receive. The price of gold, which used to be \$20.56 per fine ounce, has now risen to around \$35.00, and may possibly go still higher. This, of course, explains the sudden interest displayed by traders in this new article of commerce.

A Tragic Story.

It is interesting to note, according to a recent report from the Dominion Bureau of Statistics, that receipts of jewellery and scrap at the Royal Canadian Mint in July amounted to 5,856 ounces of gold; the June receipts were 5,195 ounces, while during the first seven months of 1934 gold content of jewellery and scrap received at the Mint reached the considerable total of 92,876 ounces. As the average price of gold for the last few months has been around \$34.50 an ounce, this means that Canadians during the past year have disposed of jewellery and ornaments of the precious metal to the value of \$3,200,000. No one will ever know the tragic stories that lie behind the cold figures. The high price of gold together with the distress caused by unemployment and general economic insecurity, has forced many a Canadian to part with treasured heirlooms and articles, the value of which in normal times could not have been measured in terms of mere money.

What Is "Devaluation"?

The fact that this increase in the price of gold is termed "devaluation," is a source of considerable confusion to many. They find it somewhat contradictory to the generally accepted idea of things, when devaluation apparently involves a higher price. Of course, the term devaluation does not apply to gold itself, but to the amount of gold which goes into the dollar coin. Under the old gold standard, one ounce of gold was divided into \$20.00 and a few cents, while under the new standard one ounce is divided into \$35.00, which means, naturally, that each of the new dollars must contain less gold; therefore the new dollars are devalued in terms of gold, because they have less gold in them. When President Roosevelt devalued the

dollar last January, the theoretical value of the metal was increased from approximately \$4,000,000,000 to \$7,000,000,000. The government took this gold over from the banks at the old price and, by the mere passing of the law, increased its value by about \$3,000,000,000. President Roosevelt has out-smarted the bankers, who created billions of dollars of credit out of nothing. The President, by virtue of powers conferred on him by the people, was not tied down to the mere issue of "credit" but was able to draw billions of dollars in actual paper currency out of the thin air. While the issue of money by the banks in the form of credit was supposed to be based on so-called "reserves" and "deposits," the government is not hampered by any such imaginary restrictions, and there is no reason, except that of expediency, why the price of gold should not be placed at \$50.00 or even \$100.00 per ounce.

Trading in Gold.

Gold, now loosed from the trammels of the old standard, under which its value remained more or less constant all over the world, has now become an article of commerce, subject to price changes and differences in value which make it an exceedingly interesting and profitable commodity for speculators and financiers. In addition to its transformation into a commodity, however, it still possesses a unique quality arising from a world-wide belief in its virtues as a monetary standard, despite the fact that there is actually no foundation for such a belief.

It might have been expected, in view of the precarious position of the future of the gold standard, that interest in the metal might have slackened somewhat, but this very uncertainty, together with the possibility that the price may be raised still further in the not far distant future, is causing a world-wide "gold rush" strongly reminiscent of the gallant days of '49.

A recent report from the Midland Bank (London) says: "the Bank of England has already more than £190,000,000 in gold with a current value of over £300,000,000... and has already more of a barren asset than it needs."

The Cream Of The Jest.

After all, the essence of the matter, as far as England is concerned is this.... Gold, in these times, as we have explained, is simply a commodity. But it is a commodity remarkably different from any other article of commerce, in that its price bears no relation whatever to the cost of production. It is produced mainly within the British Empire from mines owned largely in Great Britain. It is sold to foreigners at favorable prices, so that London is able to make a very handsome profit on its activities. Not only this; other countries, acting through their governments and central banks, guarantee a profitable price for every ounce the Empire cares to produce. A very nice situation indeed! What other producers of commodities are in the happy position of possessing almost unlimited capacity to produce and a guaranteed market at a price away above the cost of production?

Why, under these circumstances, should Britain be in any hurry to encourage arrangements which would make for a price stabilization? The present position of gold is a very profitable one to all gold producing countries, and that is one of the reasons why more determined efforts are not made to agree upon a standard of value. The control of the precious metal, which carries with it the complete mastery of economic conditions, is passing out of the hands of the financiers into those of the people as represented by the Government, a fact which clearly explains the anxiety of the international money barons to return to a definite standard.

a number of large firms have reduced wages and salaries without any justification. They took advantage of the depression forcing their employees to accept cuts, and telling them that unless they were prepared to continue working for reduced wages, their positions were no longer available. This left the unfortunate worker no choice, but to accept, with bitterness in his heart, the reduced wage.

The firms that have maintained wage schedules are, as I have previously pointed out, entitled to the thanks of the community. They have, within their own economic circle, maintained the purchasing power of their employees. It is unfortunate that other firms, no worse off financially, did not follow their example, and thus lessen the effects of the depression which has reacted so disastrously against the welfare of the worker and the nation.

Labor and Leisure

"We are now in the midst of a revolution, a revolution which is leading us to the "Leisure State" in which the people as a whole will have a great deal more spare time on their hands than they have at present. Economic nationalism is a symptom of the coming of the Leisure State, for the problem of how to readjust the productive machinery so that every one shall have his fair share of the increased leisure which will be available, is so complex that it can only safely be attacked within smaller areas and not on a world-wide scale." Lloyds Bank Review, July, 1934.)

Lest the reader should be deceived into thinking that one of the world's largest and most orthodox banks is at last beginning to see the light, let us hasten to add that they quote disapprovingly the above paragraph as an extract from a speech of Mr. Elliott, the British Minister of Agriculture, whose bold policies have been very disturbing to those who are still mentally living in the early days of the last century before the mechanization of industry.

"The Leisure State."

The advent of the "Leisure State," amongst all forward thinkers, is regarded as inevitable, in spite of the fact that the Lloyds Bank pundits dismiss Mr. Elliott's "revolution" and "Leisure State" as "the product of a lively imagination, like the technocracy of the Americans." It would of course be entirely too "revolutionary" to expect bankers and financiers to admit such a possibility as the Leisure State, which infers a recognition of the fact that we are arriving at a condition involving the permanent unemployment of a large proportion of our population, or else such a drastic reduction in working hours that the problem of using our leisure time must receive serious consideration. The bankers cannot afford to admit such a possibility, for they would at once be faced with the, to them, insoluble problem of supplying the workless with sufficient money to maintain themselves and their dependents, or of reducing the hours of labor so that everyone could be employed, while still maintaining a wage rate which would enable them to support themselves.

The coming of the Power Age has placed the banker and the industrialist on the horns of a dilemma. They must depend upon the wages of the workers to furnish the purchasing power necessary to consume the goods produced, and at the same time they are obsessed with the idea that the costs of production must be reduced through the use of machinery to the greatest possible extent with a consequent displacement of human labor. It would seem, therefore, that whether we continue for a further period under our present economic system or whether we gradually evolve a new order through the abolition of the old, we shall undoubtedly be faced with the problem of the proper use of our vastly increased leisure.

The Use of Leisure.

In 1923 the International Labor Office issued a questionnaire on the subject of the use of leisure by those whose idle time had been increased through shortened hours of work. Contrary to the expectation of the pessimist, "it was ascertained that excessive drinking had become less frequent in those centres in which the working day had been shortened. Excessive drinking is frequently the result of overwork, since the workman, tired by the continuous effort required by long hours, is tempted to seek relaxation by going from the workshop to the tavern. Not only has the new system failed to produce any increase in intemperance, but on the contrary, it has been one of a number of other important causes of the marked decrease in drunkenness which is attested by fiscal and judicial statistics. In all countries the introduction of a shorter working day has resulted in increased attention to sport on the part of the workers. The movement for physical development is rapidly gaining ground, and this is particularly true of Great Britain and the United States."

The increase in the number of institutions and organizations intended to interest the workers in the various aspects of the political and social life of the nation, and to develop in them a sense of their responsibilities as citizens, is one of the signs of the times.

The Art of Living.

After all, if most of us are disappointed bunglers in the art of life, it is through sheer lack of knowledge and practice. Few of us have any opportunity to practice the art of living and this is an art which must be studied just as earnestly as music or painting, if we would acquire a reasonable proficiency. Our leisure time, when it comes for all of us, will not be a time of idleness, it will be a time of serious study, when those who wish to become familiar with the great musical masterpieces of the world may do so; and those who feel that painting, carving, woodwork and other forms of art appeal to them, will be given every opportunity to follow their inclinations.

There has been, during the past few years, little talk of the "dignity of labor." It is a canting phrase of the past which new conditions will turn into an absurdity; it is a phrase which belongs to the period of "belt-tightening," "produce and save," and "sound money." Even the statesmen and politicians who have so belabored their audiences with these slogans are themselves becoming aware of their fundamental falsity, and it is more than likely that we shall never hear of them again. There never was anything dignified about the phrase originating with those who have never known a moment's toil, but whose interest it was to delude the worker into a false contentment with his lot.

Organize for Leisure.

Mr. Elliott's ideal of the future is to organize for leisure instead of for labor. In carrying out that ideal, very man, in his leisure time, will be encouraged to use his own particular talent to the best advantage, provided, of course, that the result is advantageous to himself and the community. By working together and learning from one another we shall be able to make out this much dreaded machine-made civilization, which, inevitably, is the civilization of the future, an order of society which will release for each man his greatest and best powers, and a clearer understanding as to which part of life's work should be mechanized and which part must for ever be kept free from machinery.

STRIKERS REINSTATEMENT ORDERED BY LABOR BOARD

Caldwell Company of New York Loses Fight for Individual Contracts.

Washington. — The National Labor Relations Board ordered Edward F. Caldwell & Co. of New York, manufacturers of lighting equipment to restore to employment within five days all workers who struck on May 28, discharging if necessary employees hired since the strike. The strike involves about 125 employees.

The company was also ordered to bargain collectively with employees, the board declaring that it would supervise elections "if any question should arise as to the authority of Lighting Equipment Workers' Local 19,427."

The company has thirty-six days to complete the reinstatement, but is to report that it has begun reinstatement within six days. If it does not comply, the company will be reported to the NRA compliance division for removal of the Blue Eagle.

For a number of years the Caldwell Company had individual contracts with about forty of its employees, but last summer a majority of the company's employees made known a desire "to be represented by an outside organization for the purpose of collective bargaining," the board said. It added that, nevertheless,

LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration
Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec
The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the Int. Labor Press
Membre de la Presse internationale
Ouvrière d'Amérique
MARCEL FRANCO
Secrétaire de la Rédaction
Secretary, Editorial Department

A better Gas Range --at Lower Cost

Smoothtop

Beautiful in appearance and perfect in operation. Made in Canada by Canadian workmen — for Canadian customers. A model for every need, moderately priced with easy monthly terms.

Montreal Light Heat & Power
CONSOLIDATED

The Canadian Converters Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO. LIMITED

Faites vos achats de MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée
974 ouest, rue Sainte-Catherine
281 est, rue Sainte-Catherine
375 ouest, rue Saint-Jacques

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at LACHINE, P. Q.

Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

the company began to promote signature of further individual contracts, later calling every employee to the office and asking him to sign revised individual contracts.

For the first half of the present year thirty-seven of the larger industrial concerns of the United States report profits averaging 77.7 per cent over the same period of last year. That no trade union has been able to report an average increase in wages anywhere near 77.7 per cent may account in large measure for the apparent downward trend of purchasing power.

The American Telephone and Telegraph Company has declared a dividend of \$2.25 a share, payable in October. The date when employees' wages will be advanced has not yet been announced.

"If you ever expect industrial peace in the United States you must outlaw the company unions," declared Congressman William P. Connery, jr., before the house rules committee of the United States.



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

PALACE 2 BIG HITS

Spectacular Musical

"DAMES"

RUBY KEELER, DICK POWELL
and JOAN BLONDELL

DAILY 10-1 25¢ AFT. 35¢ EVE 50¢
SUN. 1-2 SAT. & SUN. 40¢

CAPITOL

11.30 a.m. to 1 p.m. 25¢
Except Sunday

WILL ROGERS in

"JUDGE PRIEST"

Added Attraction

"HOUSEWIFE"

with George Brent and Bette Davis

LOEW'S

11.30 a.m. to 1 p.m. 25¢
Except Sunday

GREATER VAUDEVILLE

WORDS and MUSIC Inc.

On the Screen

'Charlie Chan in London'

PRINCESS THEATRE

GRACE MOORE in

"ONE NIGHT OF LOVE"

Added Attraction

"GIRL IN DANGER"

with Ralph Bellamy, Shirley Grey
10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de barbiers etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER
Tél.: AMherst 8566

Résidence: 3851, rue Dandurant
Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND
Vice-Président

Tél. MARquette 3761. MONTREAL
Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.
Made in Canada by

Northern Electric

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED

TECHNICAL EDUCATION

TECHNICAL SCHOOLS

MONTREAL QUEBEC HULL

Technical course (four years)
Trade course (two years)

Apprenticeship courses
Special courses.

EVENING CLASSES: Montreal, Port-Afred, Chicoutimi, La Tuque, Beauceville, Lévis, Lauzon, Saint-Romuald, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Valleyfield, Lachine, Shawinigan Falls.

1430, St. Denis Street, MONTREAL
Director General of Technical Education